

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 10 avril 2017

Votez pour un ouvrier révolutionnaire, votiez Philippe Poutou !

Le programme de Philippe Poutou, ouvrier chez Ford près de Bordeaux, c'est d'abord un ensemble de mesures d'urgence pour le monde du travail.

Car il y a urgence à arrêter l'hémorragie des emplois. Oui, il faut, et tout de suite, l'interdiction des licenciements. Il y a urgence à augmenter les revenus de tous. Le Smic à 1 800 euros net par mois, 300 € d'augmentation des salaires pour tous, c'est un minimum !

Comment faire ?

Pas de mystère : les moyens ne manquent pas, il faut prendre sur les profits des patrons, des grands groupes capitalistes. Rien d'utopique là-dedans. La fortune totale des milliardaires français a augmenté de 21 % en un an. Le gouvernement Hollande a offert des dizaines de milliards d'euros pour « aider les entreprises » au titre du CICE. Les groupes du CAC 40 ont distribué 55 milliards à leurs actionnaires.

Il y a aussi urgence à partager le travail entre tous. Il est intolérable que certains s'usent au travail, alors que d'autres sont contraints à l'inactivité et n'ont pas de quoi vivre.

Il est inadmissible que des jeunes galèrent alors que les plus anciens doivent continuer à travailler bien au-delà de 60 ans pour pouvoir avoir accès à une retraite à peine correcte. Oui, il faut revenir sur les réformes des retraites des gouvernements successifs.



Le programme défendu par Philippe Poutou, c'est la défense des intérêts du monde du travail, des salariés, des chômeurs, des retraités contre les capitalistes et tous les politiciens qui les servent. Ces derniers s'émeuvent qu'un ouvrier fasse entendre sa voix dans cette élection où auraient leur place uniquement des candidats du sérail, avec costume cravate et proches des patrons. Alors, pas d'hésitation :

Bousculons leur cirque électoral !

Voter Philippe Poutou, c'est voter contre la droite qui veut supprimer des emplois publics, aux dépens de la santé, de l'éducation, alors qu'elle n'a pas hésité à se servir dans les caisses publiques.

Mais c'est aussi voter contre la gauche qui au gouvernement a mené la même politique en faveur des patrons, comme Hollande avec sa loi travail.

C'est ne pas se tirer une balle dans le pied en votant pour Marine Le Pen, candidate aussi bourgeoise que les autres, et qui, bien loin de défendre le peuple, cherche à diviser les travailleurs au plus grand profit des puissants. C'est affirmer, au contraire, que notre ennemi, ce ne sont ni les travailleurs immigrés ni les réfugiés, mais les actionnaires.

Face au repli nationaliste, il faut exiger la liberté de circulation, l'ouverture des frontières.

Contre les politiques guerrières menées pour les rois du pétrole, il faut affirmer la solidarité entre les peuples, l'internationalisme ouvrier.

Voter Philippe Poutou, c'est affirmer que notre avenir sera d'abord celui de nos luttes collectives, le seul moyen réel de changer la donne. Que nous ne sommes pas résignés. C'est faire entendre la voix du monde du travail, de sa révolte et de ses indispensables combats à venir.



GRAND MEETING

PHILIPPE POUTOU

MERCREDI 19 AVRIL à 20h

Métro ligne 12 : « Front populaire »
Docks Pullman, avenue des magasins généraux, Aubervilliers.

Après EVN, maintenant la Logistique

La direction a annoncé son intention de réorganiser la Logistique. Transfert au sous-traitant Geodis ou obligation pour les caristes d'aller travailler sur chaîne ? D'ailleurs où ?...

On ne sait pas encore ce qu'elle voudra imposer, mais on sait déjà qu'il est hors de question de se laisser faire.

Le seul moyen de se faire respecter, c'est la grève !

Marche ou crève

Vendredi dernier, Montage, B2, MV4, équipe 22, un travailleur a fait un sérieux malaise sur son poste. Les secours ont mis 25 minutes pour intervenir !

Une preuve encore, qu'il y a un manque total de moyens et de coordination sur le site. La priorité c'est la rapidité de fabrication et la quantité de production.

Pour PSA, le reste ça peut attendre.

Vers une Colère Forte

En Peinture, la direction veut supprimer en juin le secteur VCF. Une quinzaine de salariés, dont certains en restrictions médicales ou handicapés, ignorent ce qu'ils vont devenir.

L'équipe de nuit du secteur Biton n'a pas repris depuis décembre (de ce côté-là c'est silence radio de la direction). Aux Laques, il y aura beaucoup de suppressions postes de peintres après août et la robotisation au Cordon va s'accélérer.

Partout la direction anticipe la transformation profonde de la Peinture en octobre prochain quand la production passera à 35 véhicules/heure. Nous aussi nous devons anticiper et préparer notre riposte.

Le pont tombe à l'eau

La direction a annoncé une nouvelle avalanche de samedis, dimanches et heures sup en semaine. Elle veut faire travailler aussi le jeudi férié 25 mai en obligatoire, le vendredi 26 et le samedi matin 27 pour l'équipe 22.

Au lieu d'un week-end de 4 jours, pour certains il ne sera que d'un jour. S'il y a des caisses à faire la direction n'a qu'à embaucher au lieu de supprimer des postes.

2001, l'Odyssée de l'esbroufe

Finalement la prime d'intéressement de « 2001 euros minimum » n'est pas pour tous. Ceux qui ont eu des absences pour maladie (à cause du travail parfois, de leur âge, de leur grossesse...) toucheront moins, voire beaucoup moins. Le discours de PSA sur l'égalité homme/femme, sur les anciens, les handicapés, etc. c'est du blabla.

Après les impôts, on s'éloignera tous encore un peu plus des prétendus 2001 €.

Ouvriers et moniteurs, même combat

Plusieurs jours de réunion la semaine dernière : les chefs, RU et moniteurs, se sont fait engueulés par le nouveau directeur : « Vous n'en faites pas assez pour travailler à la méthode premium en vue de la D34 », « les 208 sont pourries », « il ne faut rien laisser passer aux ouvriers, ils seront sanctionnés », « plusieurs fois aux toilettes c'est terminé ! »

Mais c'est la direction qui supprime des postes sans rien écouter de ce que disent les moniteurs. Et elle voudrait qu'on culpabilise ? Moniteurs et ouvriers, nous ne la laisserons pas faire.

Mis à pied pour avoir demandé une fiche de paye

Vendredi, Christophe, un salarié de STLI (sous-traitant logistique qui a repris le contrat de GSF en février), a été mis à pied. Il exigeait son bulletin de salaire de février qu'il n'arrivait pas à obtenir depuis des semaines. Des primes n'étaient pas versées. Choqué par sa mise à pied, il a fini aux urgences à Poissy.

PSA refusait déjà de traiter avec ce salarié, ancien secrétaire du CHSCT, parce qu'il avait plusieurs fois signalé les manquements de PSA et GSF en matière de sécurité et fait valoir les droits des salariés. PSA voulait sa tête, STLI s'est exécutée.

GSF, puis STLI : dysfonctionnements en chaîne

STLI est une entreprise créée par PSA et Veolia pour reprendre le contrat de GSF et ses salariés (62 CDI, 25 intérimaires). Sur 5 des 7 zones où ils interviennent, des DGI (Danger Grave et Imminent) avaient été déposés. Près de 5 accidents du travail en moins d'un an, dont deux avec arrêt de plusieurs mois. GSF et PSA ont été alertés de tous les dysfonctionnements et sont restés sourds en continuant la restructuration des zones, au mépris de toutes les règles de sécurité.

Depuis la reprise du contrat par STLI, les pressions ont augmenté, des hiérarchiques chronométrant les ouvriers sur poste. PSA impose des conditions de travail inacceptables et vire ceux qui le dénoncent, mais pourrait bien se heurter à la colère des salariés.

Contre PSA nous avons tous les mêmes intérêts

Sur France 2, un documentaire est passé sur l'usine PSA de Trnava en Slovaquie. Pour 40 heures par semaine, les ouvriers touchent 664 € par mois. Beaucoup viennent de pays de l'Est : notamment 500 Serbes, des Bulgares, Roumains, Hongrois... PSA les fait dormir à 4 dans des appartements de 45 m² d'une cité dortoir « PSA City ». Là-bas comme ici, PSA fait tout pour exploiter les travailleurs, les met en concurrence entre eux et les précarise. Bientôt elle essaiera d'opposer ceux de la future usine de Kenitra au Maroc qui ouvre en 2019 à ceux de Trnava et de Poissy.

La seule solution serait une lutte d'ensemble avec les travailleurs de tous les pays contre notre exploitateur commun : PSA.